Département de l'Isère
COMMUNE DE SAINT-PIERRE DE CHARTREUSE
 8 Place de la Mairie 38380 Saint-Pierre de Chartreuse
 04 76 88 60 18 / accueil@saintpierredechartreuse.fr

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
 PROCES VERBAL**

SÉANCE DU 04 Décembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 04 Décembre à 20 heures 30 le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de M. Stéphane GUSMEROLI, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de conseillers présents : 10

Nombre de conseillers représentés : 5

Nombre de conseillers absents : 5

Date de convocation : 29 Novembre 2023

PRÉSENTS : Mmes Cécile LASIO, Dominique CABROL, Christine DUMESTRE, Claire GARCIN-MARROU, MM Stéphane GUSMEROLI, Olivier JEANTET, Rudi LECAT, Guy BECLE BERLAND, Eric DAVIAUD, Yves GUERPILLON.

ABSENTS ET DEPOTS DE POUVOIR : Jeanne GERONDEAU (pouvoir à Claire GARCIN MARROU), Fabienne SAUGE-MOLLARET (pouvoir à Olivier JEANTET), Sylvie BRUN (pouvoir à Yves GUERPILLON), Alain BIACHE (pouvoir à Guy BECLE-BERLAND), Bruno MONTAGNAT (pouvoir à Rudi LECAT).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Cécile LASIO

Début du Conseil à 20H30

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL 06 NOVEMBRE 2023

Le conseil municipal approuve le procès-verbal du conseil municipal du 06 Novembre 2023

Contre : 0

Pour : 12

Abstentions : 1 (Dominique CABROL)

2. FINANCES

RAPPORTEUR : OLIVIER JEANTET

a. DECISION MODIFICATIVE N° 4 DU BUDGET PRINCIPAL

Présentation de l'ajustement budgétaire, sur la section d'investissement par Olivier Jeantet, adjoint aux finances :

- Ajustement des crédits pour l'opération « Etude préalable pour une mise en œuvre d'équipements de suivi énergétique des bâtiments existants et de pilotage à distance des installations techniques » à hauteur de 530€. Pour ce faire, une diminution des crédits budgétaires ouverts à l'opération « 31 - Acquisition et requalification en "salles multi-activité 4 saisons " des bâtiments communaux de St Hugues (salle Saint Michel et Foyer de Fond) » est opérée.
- « Opération 103 – Aménagement du plan de ville » : Des avances sur travaux, à la société TOUTENVERT, ont été réalisées en 2023. Le montant des dépenses réalisées sur cette opération ayant franchi le seuil de 65% du montant total de l'opération, les versements saisis en tant qu'avance de paiement doivent être convertis en paiement de travaux. La technique comptable associée consiste à faire apparaître une dépense et une recette, toutes deux égales au montant de cette avance au chapitre 041 « opération patrimoniale ». Cette écriture purement comptable n'affecte pas l'équilibre du budget et doit passer par une délibération car elle mouvemente le budget du chapitre 041.

Impact sur le budget de ces modifications :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 231-103 : Aménagement Plan de Ville		4 062,29 €
TOTAL D 041 : Opérations patrimoniales		4 062,29 €
D 203 : Frais études, recherche et développement et frais d'insertion		530,00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles		530,00 €
D 2135-31 : Salles Multi-activités St Hugues	530,00 €	
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	530,00 €	
R 238-103 : Aménagement Plan de Ville		4 062,29 €
TOTAL R 041 : Opérations patrimoniales		4 062,29 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Valide la décision modificative n°4 du budget principal, telle que présentée ci-dessus.

Contre : 0

Pour : 13

Abstentions : 0

b. DECISION MODIFICATIVE N°3 DU BUDGET ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT

L'Adjoint aux finances présente une proposition d'ajustements budgétaires sur le budget annexe eau et assainissement en section d'investissement :

- Dans le cadre des opérations suivantes :
 - « 216 – Réseau d'eau potable Mollard Bellet – Brévardière »,
 - « 217 – Réseau d'eau potable les Cottaves »,
 - « 219 – Réseau AEP hameau de Cherlieu »,
 des avances sur travaux ont été réalisées en 2022 et en 2023. Les travaux étant terminés, la récupération des avances doit être faite. Les versements saisis en tant qu'avance de paiement doivent être convertis en paiement de travaux. La technique comptable associée consiste à faire apparaître une dépense et une recette, toutes deux égales au montant de cette avance au chapitre 041 « opération patrimoniale ». Cette écriture purement comptable n'affecte pas l'équilibre du budget et doit passer par une délibération car elle mouvemente le budget du chapitre 041.
- Suite au renouvellement du contrat de DSP avec la SAUR, la Commune a changé de régime de TVA et est éligible à la TVA, tant sur les recettes que sur les dépenses. A ce titre, il convient de régulariser la TVA sur les mandats émis en décembre 2022, tant en investissement qu'en fonctionnement. L'opération consiste à basculer la somme provisionnée en fonctionnement, article 773, en investissement. En effet, la régularisation de la TVA impacte directement les comptes d'investissement. Ces écritures sont purement comptables et n'affectent pas l'équilibre budgétaire.
- Pour l'opération « 101 – Assainissement Saint-Hugues », le montant estimé des travaux et le montant des études, sont supérieurs au budget prévisionnel. Afin de régulariser la situation, une augmentation des crédits de 3 100€ est nécessaire.
- Pour l'opération « 123 – Assainissement Cherlieu », les frais d'actes administratifs sont supérieurs au crédit budgétaire, il convient d'augmenter les crédits de 400€.
- Pour ces deux opérations, 101 et 123, il est proposé de diminuer les crédits, à hauteur de 3 500€, de l'opération « 219 – eau potable de Cherlieu », opération totalement terminée et sur laquelle il reste des crédits budgétaires suffisants.

Impact sur le budget de ces modifications :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 023 : Virement à section investis.	190 377,18 €	
TOTAL D 023 : Virement à la sect^o d'investis.	190 377,18 €	
D 2315-123 : Réseau Assainissement Cherlieu		380,00 €
D 2315-216 : Réseau EP Mollard Bellet - Bréva		13 631,63 €
D 2315-217 : AEP Les Cottaves		588,27 €
D 2315-219 : EAU POTABLE CHERLIEU		4 266,08 €
TOTAL D 041 : Opérations patrimoniales		18 865,98 €
D 2315-101 : Asst. St Hugues - Les Egaux		3 100,00 €
D 2315-123 : Réseau Assainissement Cherlieu		400,00 €
D 2315-219 : EAU POTABLE CHERLIEU	3 500,00 €	
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	3 500,00 €	3 500,00 €
R 021 : Virement section exploitation	190 377,18 €	
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.	190 377,18 €	
R 201-123 : Réseau Assainissement Cherlieu		380,00 €
R 238-216 : Réseau EP Mollard Bellet - Bréva		13 631,63 €
R 238-217 : AEP Les Cottaves		588,27 €
R 238-219 : EAU POTABLE CHERLIEU		4 266,08 €
TOTAL R 041 : Opérations patrimoniales		18 865,98 €
R 2031-216 : Réseau EP Mollard Bellet - Bréva		2 477,50 €
R 2031-217 : AEP Les Cottaves		1 387,99 €
TOTAL R 20 : Immobilisations incorporelles		3 865,49 €
R 21531-214 : Amélioration du réseau d'eau		6 857,04 €
TOTAL R 21 : Immobilisations corporelles		6 857,04 €
R 2315-123 : Réseau Assainissement Cherlieu		13 421,64 €
R 2315-216 : Réseau EP Mollard Bellet - Bréva		165 469,51 €
R 2315-219 : EAU POTABLE CHERLIEU		763,50 €
TOTAL R 23 : Immobilisations en cours		179 654,65 €
R 773 : Mandats annulés (sur ex. ant.)..	190 377,18 €	
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	190 377,18 €	

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Valide la décision modificative n°3 du budget eau et assainissement, telle que présentée ci-dessus.

Contre : 0

Pour : 13

Abstentions : 0

Arrivée de Yves Guerpillon

3. ATTRIBUTION DU MARCHE DE DENEIGEMENT 2023-2026

RAPPORTEUR : RUDI LECAT

Dans le cadre du déneigement des voies communales, la Commune a lancé une consultation le 8 novembre 2023, pour une remise des offres fixée au 18 novembre 2023 à 12h.

Le marché, décomposé en 2 lots, concerne le déneigement des voies communales desservant les hameaux de :

- Lot n° 1 : Secteurs Grand Logis, Surchageat, Martinière, Les Marrons, Gerbetière, Les Michallets, Les Guillets, Les Revols, Les Cottaves, Cherlieu, Les Egaux, St Hugues (parking)
- Lot n°2 : Secteurs Perquelin, route des hameaux, Mollard Bellet, Brévardière, Les Michons, Les Epallets, Gerentière

A l'issue de cette consultation, 2 candidatures sont parvenues dans les délais :

1. Entreprise Boursier environnement
2. Entreprise Michel Gabriel

L'offre n° 2 de E.I. Michel Gabriel s'est avérée non recevable et n'a pas été analysée : M. MICHEL Gabriel, adjoint technique territorial titulaire de la collectivité, actuellement en position de disponibilité pour convenance personnelle, ne peut, au titre de son activité privée, proposer des prestations à sa propre collectivité ou candidater à l'attribution d'un contrat avec sa propre collectivité.

L'offre n° 1 de Boursier Environnement répondant aux exigences du cahier des charges, il est proposé au Conseil municipal de retenir cette offre, pour un prix unitaire horaire de 120 € HT sur les 2 lots.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- décide de retenir l'entreprise Boursier Environnement, pour le marché de déneigement des voies communales pour les lots 1 et 2 tel que détaillés ci-dessus, au prix unitaire horaire de 120 € HT, avec un montant minimum du marché de 5 000 € HT et un montant maximum de marché de 89 000 € HT
- autorise le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au marché de prestation pour le déneigement des voies communales pour une durée de trois ans (2023-2026) avec l'entreprise Boursier Environnement

Contre : 0

Pour : 15

Abstentions : 0

4. MAISON DE SANTE PLURI PROFESSIONNELLE - MODIFICATION DE L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE DE TRAVAUX POUR LA LOT N°13

PEINTURES

RAPPORTEUR : STEPHANE GUSMEROLI

Dans le cadre du projet d'aménagement de la maison de santé pluri-professionnelle en RDC du bâtiment de l'Ancienne Mairie, la commune a notifié les marchés de travaux en lots séparés par le biais de son mandataire Isère Aménagement. La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement ATELIER 21 (architecte mandataire), Go up (architecte associé), Crea+ (BET économie de la construction), BSI (BET structure) Climat Ingénierie (BET fluides/CVC), Axiome (BET fluides CFo/CFa). Les études d'exécution des ouvrages ont été établies par le maître d'œuvre.

Le chantier a démarré en juin 2023, la durée d'exécution des marchés est de 12 mois, soit une réception prévue en juin 2024.

Les travaux de désamiantage (lot 01) et démolition lourde (lot 02) et fondation spéciales (lot 03) sont terminés, les travaux de Maçonnerie Gros-œuvre (lot 04), Charpente (lot 5) et Menuiseries extérieures (lot 7) sont en cours.

En date du 17 octobre 2023, l'entreprise attributaire du lot 13, CHRISTIAN FAY, a été placée en liquidation judiciaire par jugement du Tribunal de Commerce de Romans.

Le mandataire judiciaire BERTHELOT et Associés, désigné en qualité de liquidateur, a indiqué à Isère Aménagement, agissant en qualité de mandataire, par courrier du 2 novembre 2023, l'impossibilité de poursuivre le marché n°2023-IA-029, dont l'entreprise FAY est le titulaire. Pour rappel, le montant du marché était de 10 990.00 € HT.

Par conséquent, Il convient donc pour la maîtrise d'ouvrage, via son mandataire, Isère Aménagement, de procéder à la résiliation du marché de l'entreprise FAY et de lancer une nouvelle consultation en vue d'attribuer le lot 13 à un nouveau prestataire.

Du fait de l'estimation du lot 13, de 17 000 € donc inférieur à 25 000 €, représentant moins de 20% du cumul de tous les lots (881 317 € HT), et selon article R2122-8 du Code de la commande publique, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence. La maîtrise d'ouvrage a néanmoins décidé de consulter 3 candidats, en particulier, ceux qui avaient remis une offre lors de la consultation initiale.

Une consultation selon une procédure adaptée librement définie, avec possibilité de négociation, a été lancée le 15 novembre 2023 auprès des entreprises suivantes, selon décision du maître d'ouvrage :

- BOSSANT LOVERA (38560 – JARRIE)
- FILEPPI (38500 – VOIRON)
- PEINTRE DE CHARTREUSE (38380 – SAINT-PIERRE DE CHARTREUSE)

La date limite de réception des plis était fixée au 27 novembre 2023 à 11 heures.

La consultation est passée selon une procédure adaptée librement définie avec possibilité de négociation, auprès de 3 entreprises désignées par le maître d'ouvrage.

Deux plis ont été reçus dans les délais.

L'analyse des offres réalisée par le maître d'œuvre a été présentée ce jour au Conseil Municipal. Le soumissionnaire classé premier est l'entreprise PEINTRE DE CHARTREUSE (38380), pour une offre d'un montant de 12 441,00 € HT.

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer le lot 13 à l'entreprise PEINTRE DE CHARTREUSE (38380).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Décide de résilier le lot 13 Peinture dont l'entreprise FAY est le titulaire, en application de l'article 50.1.2 du CCAG travaux de 2021 : « En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité ».
- Autorise Isère Aménagement, mandataire de la commune, à la notification de la résiliation au titulaire.
- Décide d'attribuer le lot 13 au soumissionnaire classé premier selon analyse de la maîtrise d'œuvre, PEINTRE DE CHARTREUSE, pour un montant de 12 441.00 € HT
- Autorise Isère Aménagement, mandataire de la commune, à procéder à l'attribution et à notifier et signer le marché correspondant, après résiliation du marché de l'entreprise FAY.

Contre : 0

Pour : 15

Abstentions : 0

5. VENTE DU BATIMENT DU FOYER DE FOND DE ST HUGUES AU DEPARTEMENT DE L'ISERE

RAPPORTEUR : STEPHANE GUSMEROLI

Vu les articles L 2121-29 du CGCT,

Vu les articles L 2241-1 et suivants du CGCT précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles,

Considérant que ledit immeuble n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation,

Considérant que l'immeuble cadastré AM376, objet de la vente, appartient au domaine privé communal,

Considérant la vétusté importante du bâtiment, la nécessité de réaliser urgemment la reprise de la charpente et de la couverture, l'évaluation des travaux importants de réhabilitation de l'immeuble et d'isolation thermique, la présence d'amiante et de plomb révélée dans le diagnostic réalisé par Socotec en 2002,

Considérant le cahier des charges établi par la commune en date de juin 2023,

Considérant le courrier du Département de l'Isère du 16 octobre 2023 formulant la demande d'acquisition du bâtiment cadastré AM376, au montant de 95 000 €.

La Commune est actuellement propriétaire, en tant que domaine privé communal, du bâtiment cadastré AM376 à Saint Hugues de Chartreuse, anciennement la Cure du hameau et plus récemment foyer de ski fond, salle hors-sac et gîte d'étape à l'étage.

Il est proposé au Conseil municipal de valider la cession de cet immeuble au Département de l'Isère, pour un montant de 95 000 €, pour la destination d'espace annexe au Musée Arcabas situé à proximité immédiate.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Décide l'aliénation au Département de l'Isère de l'immeuble de l'ancien foyer de ski de fond à Saint Hugues de Chartreuse, cadastré AM376, pour un montant de 95 000 €,
- Demande que soit intégré dans l'acte de vente une servitude de passage sur la parcelle AM376 pour permettre l'accès à la Salle Saint Michel, propriété de la Commune de Saint Pierre de Chartreuse
- Demande que soit prévu dans l'acte de vente une clause permettant l'usage du rez-de-chaussée du bâtiment pour la Commune et l'Association Ski Saint-Hugues-les-Egaux pour la fonction de salle hors-sac, a minima pendant la période d'activité de l'espace ski nordique,
- Autorise le maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la cession de cet immeuble par vente de gré à gré, dite amiable, dans les conditions prévues au CGCT et dont l'acte sera dressé par un notaire dans les conditions de droit commun,
- Autorise le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération

CGM : dommage de ne pas valoriser le patrimoine communal, prix de vente trop bas

CGM : Pourquoi ne pas demander l'utilisation de la salle hors sac sur toute l'année

SG : besoins identifiés à ce stade d'autres discussions seront sans doute possibles

SG : gros coût pour la rénovation

Contre : 0

Pour : 15

Abstentions : 0

6. MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE CHALEUR SOUS LA FORME D'UNE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

RAPPORTEUR : ERIC DAVIAUD

Décision de principe sur la création et la gestion du réseau de chaleur sous la forme d'une délégation de service public

Conformément à l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal doit se prononcer sur le principe de la délégation du service public de production et de distribution de l'énergie calorifique, sur la base du rapport présentant les caractéristiques du projet et les prestations devant être assurées par le délégataire.

Le Conseil municipal,

Vu la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur,

Vu les articles L2224-38 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'étude de faisabilité réalisée par le bureau d'études KAIROS Ingénierie, relative à la création d'une chaufferie bois,

Vu la délibération en date du 18 Septembre 2023 relative à la mise en place d'un service public de production et distribution d'énergie calorifique,

Vu l'avis favorable du Comité social territorial en date du 21 Novembre 2023, sur le projet de délégation de service public,

Vu le rapport annexé à la présente délibération présentant les caractéristiques des prestations devant être assurées par le délégataire de service public dans le cadre de la création et de la gestion d'un réseau de chaleur renouvelable desservant des équipements publics, tertiaires, et des logements sur le territoire de la commune,

Considérant qu'au regard des moyens et compétences de la commune, une gestion déléguée sous forme concessive apparaît la plus appropriée pour le montage et la conduite du projet,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

1°) Approuve le principe de la délégation de service public (de type concession) pour la création et la gestion d'un réseau de chaleur au bois desservant des équipements publics, tertiaires et des logements ;

2°) Approuve le contenu des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation des principales caractéristiques de la délégation de service public, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Maire d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

3°) Autorise le Maire à lancer la procédure, et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la publicité requise.

Pièces jointes :

- Etude de faisabilité réalisée par le bureau d'études KAIROS Ingénierie
- Rapport sur les modes de gestion présentant les caractéristiques du projet
- Avis du Comité social territorial

Contre : 0

Pour : 15

Abstentions : 0

7. MISE A JOUR DU REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

RAPPORTEUR : STEPHANE GUSMEROLI

Par délibération en date du 4 février 2019, il a été adopté le règlement du service public d'assainissement collectif.

Dans le cadre de la mise en conformité du système d'assainissement du Grand Logis imposée par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2022 portant sur sa déclaration et sa régularisation, il sera nécessaire que les propriétaires réalisent des travaux de mise en conformité des installations privatives (suppression des rejets d'eaux pluviales vers le réseau public de collecte des eaux usées).

Pour que ces actions de mise en conformité soient réalisées de manière efficace, il est apparu nécessaire d'actualiser le règlement du service afin de préciser notamment :

- Les modalités d'exécution des contrôles des installations privatives par le service assainissement (la SAUR en tant que délégataire) ;
- Les délais accordés aux propriétaires pour réaliser les travaux de mise en conformité identifiés lors des contrôles ;

- Les pénalités financières en cas de non-réalisation des travaux de mise en conformité.

Par ailleurs, cette actualisation a permis de prendre en compte et de mettre à jour différents points :

- Le mode de gestion du service assainissement (en délégation)
- La tarification et la prise en compte des volumes en cas de source privée
- Les délais accordés pour le raccordement au réseau public de collecte des eaux usées, les possibilités de prolongation de délai ou encore d'exonération de raccordement
- La référence à la délibération fixant les tarifs de la participation pour le financement de l'assainissement collectif
- Les modalités techniques et financière de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées
- La valorisation des eaux pluviales au niveau de l'immeuble
- Les abonnés produisant des eaux usées assimilées domestiques

Le règlement de 2019 évoquait les modalités de raccordement au réseau public des eaux pluviales. En application de l'article L2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au service public de gestion des eaux pluviales urbaines, il a été précisé les modalités de contrôle des dispositifs de gestion des eaux pluviales en domaine (infiltration, rétention avant raccordement au réseau public, etc.).

Il est ainsi proposé d'adopter le règlement de l'assainissement collectif et de gestion des eaux pluviales urbaines tel que joint en annexe à la présente délibération, pour une mise en application au 1^{er} janvier 2024.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2224-12 qui précise l'obligation pour les communes de mettre en place un règlement pour le service public d'assainissement collectif.

Vu les articles L.1331-1 et suivants du Code de la Santé Publique concernant les différentes prescriptions sur les modalités de raccordement au réseau public d'assainissement collectif.

Vu l'article L2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui définit le service public gestion des eaux pluviales urbaines.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Approuve le règlement de l'assainissement collectif et de gestion des eaux pluviales urbaines ;
- Décide l'application de ce règlement à compter du 1^{er} janvier 2024 ;
- Autorise le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette opération.

Contre : 0

Pour : 15

Abstentions : 0

8. PLAN D'ACCOMPAGNEMENT TOURISTIQUE COMMUNAL

RAPPORTEUR : CECILE LASIO

Une dynamique locale forte de co-construction d'un projet touristique se met actuellement en place sur le territoire, avec l'ensemble des acteurs concernés, avec l'Association « Nouvelles Traces en Chartreuse ».

Dans le cadre de son positionnement en faveur d'une transition du tourisme de notre moyenne montagne, qui s'appuie sur une diversification des activités 4 saisons et sur le maintien des activités hivernales de sport et de nature, notre Commune de Saint Pierre de Chartreuse souhaite accompagner cette dynamique locale. Ainsi pour l'hiver 2023/2024, il est proposé :

- L'installation et mise en gestion de la patinoire, son chalet et ses équipements de décembre 2023 à fin mars 2024, sur le nouveau parvis du Plan de Ville
- La mise en place d'un service de transport à la demande gratuit, pour les usagers qui souhaitent se rendre sur la station du Planolet et sur la station de Saint Huges/Les Egaux. Ce service sera proposé tous les jours pendant les vacances de Noël 2023, les samedis et dimanches de janvier 2024 et tous les jours pendant les vacances de février 2024

- Le référencement et la mise à disposition d'un listing de logements (type studio), en direction des saisonniers, ceci afin de faciliter la mise en relation entre l'offre et la demande
- L'exonération de la taxe communale des remontées mécaniques pour le domaine skiable alpin des Egaux
- La gestion de la compétence ski nordique, avec la mise en œuvre d'une convention de partenariat avec l'association Ski Saint Hugues Les Egaux pour le site de Saint Hugues et une convention de gestion avec la Métropole grenobloise pour le site du Col de Porte
- L'équipement et la sécurisation de deux espaces luges, à Saint Hugues et aux Egaux. Pour sécuriser ces sites et proposer des espaces de glisse adaptés, une convention de gestion est passée avec l'association Ski Saint Hugues Les Egaux
- La prise en charge forfaitaire partielle sur les forfaits saisons annuels pour le personnel communal et pour les enfants scolarisés sur la commune afin de favoriser la pratique du ski nordique et alpin
- La coordination et la promotion d'un programme d'animations et d'évènements « L'hiver en fête » sur la commune, aux côtés des associations et commerçants du village

En parallèle, la Commune souhaite s'engager et prendre part dès maintenant dans un projet coopératif pour la transition de notre station, aux côtés de l'association Nouvelles Traces en Chartreuse et de la Commune de Saint Pierre d'Entremont Isère. Dans ce cadre, il est envisagé la création d'une SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif), qui aurait pour objet et activités principales la gestion de services et d'activités touristiques 4 saisons. Il est proposé de signer une convention avec AGF SCOP, au nom du mouvement coopératif, pour nous accompagner dans la création de cette SCIC. Pour cet accompagnement, un « reste à charge » de 5 760 € TTC serait réparti à parts égales entre les trois signataires de la présente convention (Commune de Saint Pierre de Chartreuse, Commune de Saint Pierre d'Entremont Isère, Association Nouvelles Traces en Chartreuse). Des ateliers de travail se tiendront avec tous les acteurs concernés, dès la fin de l'année 2023, pour définir ensemble notre projet de station pour la période 2024-2029.

En parallèle, pour rappel, la Commune conduit actuellement différents projets d'amélioration de l'accueil et de développement touristique : aménagement du parvis devant la future Maison du Parc / Office de tourisme Cœur de Chartreuse, aménagement de boucles de sentiers inter-hameaux, rénovation des panneaux d'information touristique et de signalétique, aménagement de la salle Saint Michel à Saint Hugues en une salle multi-activités 4 saisons, participation au comité de site du Domaine de Chamechaude, aménagement de la base de loisirs de la Diat en lien avec le projet de réhabilitation du complexe immobilier du Grand Som par la société Anahome, déploiement d'une « Microfolie » dans le bâtiment de l'ancienne mairie, déploiement de programmes d'animations hiver et été « en fête » dans le village, etc ...

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Valide la mise en œuvre d'un plan d'accompagnement touristique 4 saisons tel que décrit ci-dessus
- Décide la mise en place d'une navette de bus entre Le Bourg et Le Planolet et entre Le Bourg et Saint Hugues/Les Egaux pour l'hiver 2023/2024
- Valide l'exonération de la taxe communale des remontées mécaniques pour le domaine skiable des Egaux
- Décide le lancement de l'étude de faisabilité d'une SCIC ayant pour objet la gestion de services et d'activités touristiques 4 saisons, avec l'association Nouvelles Traces en Chartreuse et la Commune de Saint Pierre d'Entremont Isère et pour cela autorise le Maire à signer une convention avec AGF SCOP, pour bénéficier d'un accompagnement dans la création de cette SCIC, avec un « reste à charge » de 1 920 € TTC pour Saint Pierre de Chartreuse
- Mandate le Maire, la Première Adjointe et tous les Conseillers municipaux pour participer à des ateliers de travail avec les acteurs concernés, à compter de fin 2023, pour définir ensemble notre projet de station pour la période 2024-2029
- Autorise M. Le Maire à signer tous les documents et conventions relatifs à cette opération

Contre : 0

Pour : 15

Abstentions : 0

Page **9** sur **14**

9. CONVENTION DE LOCATION DE LA PATINOIRE COMMUNALE AVEC L'ASSOCIATION LR EVENEMENTS**RAPPORTEUR : CECILE LASIO**

La commune a fait l'acquisition en 2021 d'une patinoire synthétique de 144 m² et de ses équipements associés. Des financements du Département de l'Isère (CPAI / 30%) et de la Région Auvergne Rhône Alpes (Plan montagne 2 / 50%) ont été obtenus pour cet investissement communal.

Il est proposé au Conseil municipal de conventionner avec l'association LR Evènement pour la gestion de la patinoire communale pour la période du 1^{er} décembre 2023 au 31 mars 2024. Cette convention sera reconduite pour la gestion de la patinoire, sur cette même période, tous les ans par tacite reconduction pour une durée de 3 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Décide de confier la gestion à l'association LR Evènement pour l'exploitation de la patinoire synthétique, ses accessoires et son chalet pour la saison 2023-2024 ; 2024-2025 ; 2025-2026.
- Autorise M. Le Maire à signer la convention jointe en annexe à cette délibération entre la Commune de Saint Pierre de Chartreuse et LR Evènements, et tout document s'y rapportant.

Contre : 0**Pour : 15****Abstentions : 0****10. SECOURS SUR PISTES SAISON 2023-2024****RAPPORTEUR : STEPHANE GUSMEROLI**

A - Il revient au Conseil municipal de valider chaque année les tarifs des frais de secours pratiqués dans le cadre des secours sur pistes (ski alpin, ski nordique, luge), à la charge des personnes secourues. Pour cela, il est proposé au Conseil Municipal de valider les tarifs ci-dessous pour la saison 2023/2024 :

1. Tarifs applicables pour l'intervention sur les pistes du domaine de ski alpin et nordique de Saint-Hugues les Egaux, du Col de Porte et pour les espaces luges des Egaux et Saint-Hugues :
 - Front de neige :75.00 €
 - Zones rapprochées, moins de 4 kms depuis le foyer de ski le plus proche.....157.50 €
 - Zones éloignées, plus de 4 km depuis le foyer de ski le plus proche :315.00 €
 - Transport en ambulance jusqu'au centre de soins : facturé aux frais réels
 - Hors-pistes et secours hélicoptérés, facturés aux frais réels avec un montant minimum de 500 €

2. Tarifs applicables aux transports jusqu'au centre de soins :

Le transport des blessés jusqu'au centre de soin sera facturé aux frais réels selon les tarifs appliqués par la société d'ambulances.

B - Dans le cadre des secours sur pistes, il convient de faire appel à une société d'ambulances afin d'assurer le transport des blessés jusqu'au centre de soins. Une convention sera ainsi établie entre la Commune, l'association Ski St Hugues Les Egaux et la société d'ambulances ABC GUILLERMIN

C- Les opérations de secours sur le domaine nordique de Chamechaude et son stade de biathlon situés au Col de Porte sur le territoire de la commune de Saint Pierre de Chartreuse sont déléguées à la Métropole grenobloise. Une convention relative à l'organisation des secours sur ce secteur vient en préciser les modalités.

Le Conseil municipal, après avoir délibéré :

- Décide de valider les tarifs des frais de secours sur pistes ci-dessus pour la saison 2023/2024
- Autorise le Maire à signer la convention tripartite pour le transport sanitaire des blessés avec la société ABC GUILLERMIN et l'association Ski St Hugues – Les Egaux
- Autorise le Maire à signer la convention relative à l'organisation des secours sur le Domaine nordique de Chamechaude (Col de Porte) avec Grenoble Alpes Métropole

Contre : 0**Pour : 15****Abstentions : 0****11. PARTICIPATION COMMUNALE AU FORFAIT SAISON SKI DES ENFANTS SCOLARISES DU PERSONNEL COMMUNAL****RAPPORTEUR : STEPHANE GUSMEROLI**

Chaque année, il est proposé que la Commune participe à hauteur de 70% à l'achat des forfaits de ski « saison » pour les enfants scolarisés sur la commune.

Concernant le forfait saison ski alpin pour la saison 2023/2024, il est proposé de laisser le choix aux familles de faire l'acquisition d'un forfait saison soit sur le domaine skiable Le Planolet, soit sur le domaine skiable des Egaux.

Pour cette année les tarifs sont les suivants :

- Forfait saison enfant domaine skiable Le Planolet, Nouvelles Traces en Chartreuse : 70€ (tarif prévente, sont concernés les enfants de plus de 5 ans.)
- Forfait saison enfant domaine skiable St-Hugues les Egaux : 60€ (tarif prévente, sont concernés tous les enfants)
- Forfait saison ski nordique Chartreuse : 17.50€ (tarif prévente, sont concernés les enfants de plus de 6 ans.)

Il est proposé au Conseil Municipal de poursuivre ce dispositif pour l'année 2023/2024 et de l'ouvrir également aux enfants habitant la commune et qui ne peuvent être accueillis à l'école communale, ou faisant l'objet de l'instruction à domicile jusqu'au niveau CM2.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Décide de prendre en charge 70% du coût du forfait saison ski alpin des enfants scolarisés sur la commune ou habitant la commune et ne pouvant être accueillis à l'école communale ou faisant l'objet de l'instruction à domicile jusqu'au niveau CM2, soit :
 - soit 49€ pour un forfait valable sur le domaine skiable Le Planolet, Nouvelles traces en Chartreuse
 - soit 42€ pour un forfait valable sur le domaine skiable St-Hugues les Egaux
- Décide de prendre en charge 70% du coût du forfait saison ski nordique Chartreuse des enfants scolarisés sur la commune, soit 12.25€
- Décide d'encaisser la participation restant à la charge des familles
- Décide de régler les factures correspondantes aux exploitants des sites (Domaine skiable Le Planolet « Association Nouvelles Traces en Chartreuse », domaine skiable des Egaux « Association ski St-Hugues les Egaux », et de la Régie Communale de ski de fond)

Contre : 0**Pour : 15****Abstentions : 0**

12. PARTICIPATION COMMUNALE AU FORFAIT SAISON SKI DU PERSONNEL COMMUNAL**RAPPORTEUR : STEPHANE GUSMEROLI**

Chaque année, la Commune participe à l'achat du forfait saison de ski (alpin ou nordique) pour le personnel municipal. Cette possibilité ne s'applique qu'au personnel permanent de la Commune.

Pour la saison 2023/2024, le prix de ce forfait est de :

- Forfait saison ski alpin (Le Planolet, Nouvelles Traces en Chartreuse) : 100 € (prix prévente)
- Forfait saison ski alpin (St-Hugues les Eaux) : 80 € (prix prévente)
- Forfait saison ski nordique, carte site Domaine de Chamechaude : 62 € (prix prévente)

Il est proposé au Conseil Municipal de poursuivre ce dispositif pour l'année 2023/2024, à savoir participer à hauteur de 50% du coût du forfait saison ski alpin ou ski nordique (forfait site) selon leur choix pour le personnel permanent de la Commune.

Le Conseil municipal, après avoir délibéré :

- De prendre en charge 50 % du forfait saison soit :
 - 50€ pour un forfait saison valable sur le domaine skiable Le Planolet, Nouvelles Traces en Chartreuse
 - 40€ pour un forfait saison valable sur le domaine St-Hugues les Eaux
 - 31€ pour un forfait ski nordique sur le domaine de Chamechaude
- D'encaisser la participation restant à la charge des bénéficiaires
- De régler les factures correspondantes aux exploitants des sites (Domaine skiable Le Planolet « Association Nouvelles Traces en Chartreuse, domaine skiable de l'Association Ski St-Hugues Les Eaux, et de la Régie Communale de Ski de fond)
- De laisser le choix au personnel de bénéficier de l'un ou l'autre de ces forfaits saison
- De réserver cette possibilité au personnel communal présent au 1^{er} décembre 2023

Contre : 0**Pour : 15****Abstentions : 0****13. IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE STATION D'AUTOPARTAGE CITIZ****RAPPORTEUR : ERIC DAVIAUD**

Dans le cadre de ses actions pour favoriser le partage de la voiture sur le territoire, le Parc naturel régional de Chartreuse a fait l'acquisition d'un véhicule 5 places afin de l'intégrer à la flotte de véhicules en autopartage de la SCIC Citiz Alpes Loire. En partenariat avec la mairie de St Pierre de Chartreuse, ce véhicule sera installé sur la commune (centre-bourg).

Citiz Alpes Loire est un opérateur qui propose de la location de véhicules 24h sur 24h et 7 jours sur 7 en libre-service. Il assure l'intégralité de la gestion de la voiture et installe un système d'autopartage adapté sur chaque véhicule (boîtier télématique, badge d'accès, centrale d'appel téléphonique en cas de problème) qui permet un fonctionnement du système sans besoin d'intervention de la part de la collectivité. Implantés au niveau national, les utilisateurs peuvent utiliser les 2200 véhicules partagés dans plus de 200 communes en France.

Pour rappel, une première station (minibus 9 places) est implantée sur la commune depuis 2021, grâce à une action menée par le CCAS de Saint Pierre de Chartreuse.

L'objectif de l'opération :

- Proposer une solution alternative à la mobilité individuelle pour les habitants (remplacement d'une voiture)

- Proposer une solution de déplacement pour les visiteurs sur la commune (le Parc va travailler en coordination avec l'office de tourisme et les hébergeurs pour promouvoir la solution)
- Expérimenter une première station d'autopartage classique (véhicule 5 places) au sein du massif

Le Parc Naturel Régional de Chartreuse a fait l'acquisition du véhicule et assure :

- L'achat du système d'autopartage et des équipements de signalétique
- Le financement de l'engagement mensuel de rentabilité du véhicule pendant une durée de 18 mois (durée de l'expérimentation)
- La promotion et l'animation du dispositif

A partir de 2024, le véhicule sera équipé de la solution d'autopartage Citiz et sera disponible à la location sur la commune de St Pierre de Chartreuse.

Il est demandé à la Commune de Saint Pierre de Chartreuse de :

- définir l'emplacement sur lequel sera implantée la station
- assurer la mise en œuvre de la station (réalisation du marquage au sol, pose du mât de signalisation, de la signalisation règlementaire et du totem) en fonction de ce qui est nécessaire et de ce qui peut être mutualisé avec la station existante
- assurer l'entretien de la place de stationnement

Le projet de convention de partenariat établie entre le Parc Naturel Régional de Chartreuse, Citiz et la Commune de Saint Pierre de Chartreuse est joint en annexe.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Accepte de mettre une place de stationnement à disposition de Citiz Alpes Loire, pour un véhicule 5 places en autopartage, en partenariat avec le Parc Naturel Régional de Chartreuse
- S'engage à assurer la matérialisation et l'entretien de cette place de stationnement
- Mandate Eric Daviaud et le Maire à proposer un emplacement pour cette station dans le centre-bourg
- Autorise le Maire à signer la convention tripartite entre le Parc naturel régional de Chartreuse, Citiz Alpes Loire et la Commune.

Contre : 0

Pour : 15

Abstentions : 0

14. PRESENTATION DU RAPPORT D'OBSERVATION DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DANS LE CADRE DE L'ENQUETE « LES ACTEURS PUBLICS LOCAUX DU TOURISME FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

En application des articles L. 211-3, L. 211-4, L211-5, et R. 243-1 du code des juridictions financières, la Chambre Régionale des Comptes Auvergne Rhône-Alpes a décidé de procéder au contrôle des comptes et de la gestion de la commune de St Pierre de Chartreuse à compter de l'exercice 2017.

Ce contrôle des comptes et de la gestion s'inscrit dans le cadre d'une enquête nationale des juridictions financières, relative aux acteurs locaux du tourisme hivernal face au changement climatique. Il a été réalisé entre Mars et Mai 2023.

Conformément aux dispositions des articles L. 243-6 et R. 243-14 du code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives qui fait suite à ce contrôle, est porté à la connaissance de l'assemblée délibérante lors de la présente séance. Celui-ci donne lieu à un débat.

Le maire rappelle que ce contrôle a été réalisé dans le cadre d'une enquête nationale : « Les acteurs publics locaux du tourisme face au changement climatique en montagne » afin de réaliser une étude sur le comportement des stations de moyenne montagne face au changement climatique

Ressenti général du conseil municipal :

Ce rapport présente un tableau très pessimiste sur l'avenir de la station
Une incompréhension ressort quant au fait que ce contrôle n'a pas concerné toutes les collectivités liées à l'activité du domaine de ski alpin, la commune de Saint Pierre d'Entremont n'a pas fait l'objet du même contrôle.

Claire GARCIN MARROU remarque que l'Etat « lâche l'affaire » pour les stations de moyenne montagne. Nous devrions leur demander quels sont les leviers à notre portée pour aller vers un autre modèle économique.

Cécile LASIO répond que les leviers sont du côté de la multitude d'activités avec des activités 4 saisons, le développement de nouveaux hébergements, ...

Yves GUERPILLON : La Communauté de Communes Cœur de Chartreuse ne croit plus dans la station et a laissé tomber le ski sur Saint Pierre de Chartreuse. La commune doit reprendre la compétence ski alpin et lancer une délégation de service public pour en assurer la gestion.

Il est très regrettable que la Présidente de la communauté de communes Cœur de Chartreuse n'ai pas pris la peine de répondre à ce rapport d'observation comme ceci est prévu. Seuls Stéphane GUSMEROLI et Yves GUERPILLON l'ont fait.

Cécile LASIO : La réussite d'une transition passe par un changement de comportements et nécessairement par le « faire ensemble ».

Stéphane GUSMEROLI : Nous ne devons pas attendre d'un ou plusieurs intervenants extérieurs de venir « sauver » notre station. Cela n'arrivera pas. Nous devons réfléchir tous ensemble à un nouveau modèle économique alliant le ski avec un domaine à redessiner (périmètre plus restreint, moins de remontées mécaniques) et des activités annexes, 4 saisons, afin de renforcer l'attractivité de notre territoire.

Le Conseil Municipal

Suite à la présentation de M. Le Maire et au débat qui s'en est suivi, prend acte du rapport d'observations définitives et ses réponses, relatif au contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Saint Pierre de Chartreuse, pour les exercices 2017 et suivants, réalisé par la Chambre Régionale des Comptes Auvergne Rhône Alpes.

La séance est levée à 23h45